## MARINS OTAGES DANS LES EAUX SOMALIENNES

# «Les pirates ont changé de négociateur», selon les familles

***«Les pirates ont changé de négociateur», la nouvelle s'est répandue ce jeudi comme une traînée de poudre. L'information n'a pas rassuré pour autant les familles des 17 marins retenus en otages en Somalie, convaincues que cette nouvelle donne allait encore ralentir le rythme des négociations. Réunis ce jeudi avec le directeur d'IBC, armateur du navire, les proches des marins voulaient avoir un maximum d'informations suite à la libération des deux otages.***

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Une effervescence sans précédent a gagné les proches des 17 marins du *Blida* depuis la libération de Toudji Noureddine qui a souffert d'un malaise cardiaque à bord du vraquier. Depuis ce mercredi, les familles n'ont cessé les contacts entre eux pour avoir un maximum d'informations sur les circonstances de la libération du marin et sur le sort des autres otages. M. Nacereddine Mansouri, directeur général de l'entreprise internationale Built Carriers, a dû répondre aux questions des membres des familles et avec qui il s'est d'ailleurs longuement réuni tout au long de la journée du jeudi. L'information du changement de négociateur par les pirates a, cependant, déstabilisé les présents, convaincus que les négociations allaient encore prendre beaucoup de temps. L'information leur est parvenue par le biais du site internet Somalian Report, qui avait donné l'information selon laquelle les pirates avaient revu à la hausse le montant de la rançon et avait mis fin à la mission d'un certain «Ali» qui avait été tout au long des dernières semaines derrière le contact permanent entre l'affréteur jordanien Leadarrow et les pirates somaliens. «Nous avons été informés que les négociations allaient aboutir quand les pirates ont changé d'avis concernant la rançon. Cela nous a inquiétés et nous redoutons cette remise du compteur à zéro. Combien de temps allons-nous encore attendre avant de voir ces fameuses négociations aboutir ? Cela fait dix mois que nos proches sont aux mains des pirates et vivent un calvaire quotidien. Ce sont nos autorités qui doivent intervenir en urgence», s'indigne Faouzi Aït Ramdane, fils d'un des marins. Ce dernier dira, par ailleurs, que les autres familles quoique satisfaites du fait que le marin ait été libéré, n'en sont pas moins inquiètes quant au sort des autres otages. «La plupart des marins ont embarqué en souffrant de maladies chroniques. Et si l'un d'eux souffrait aussi d'un problème de santé et qu'il ne puisse pas être évacué à temps ? Nous sommes de plus en plus inquiets pour eux», confie Faouzi Aït Ramdane. Du côté d'IBC, point de nouvelles informations sur le sort des marins et l'état des négociations entre les deux parties, pirates-affréteur sauf que les négociations se poursuivent toujours. Ce mercredi, M. Mansouri nous avait déclaré que toutes les dispositions allaient être prises pour un rapatriement dans les meilleures conditions du marin libéré, ce dernier ayant été admis dans un hôpital de Djibouti. Les familles des marins disent pour leur part rester mobilisées plus que jamais dans les prochains jours. Au cours des dix derniers mois, les familles des marins otages n'ont cessé de se mobiliser pour exiger que l'Etat algérien pèse de tout son poids pour permettre la libération des 17 marins. Ces derniers sont retenus depuis le 1er janvier dernier par des pirates somaliens au large du port de Salaleh, dans le sultanat d'Oman.

**F.-Z. B.**

Photo : New Pres

**Les familles des marins restent mobilisées.**

## NOUREDDINE TOUDJI, FRÈRE DU MARIN LIBÉRÉ PAR LES PIRATES :

# «C'est à bord d'un hélicoptère que Azzedine nous a contactés»

***C'est par des mots saccadés et les traits tirés que le frère du marin du* Blida, *relâché mardi par les pirates, évoque les contacts avec l'ex-otage des pirates somaliens ainsi que sa libération et son hospitalisation à l'hôpital de Djibouti.***

«Ammi Noureddine, vous ne viendrez plus désormais à Hydra», a déclaré hier sur un air de regret Faouzi Aït-Ramdane, fils du marin du même nom au frère de Toudji Azzedine, libéré lui par les pirates.

«Non, tu te trompes ! Nous continuerons à se soutenir mutuellement jusqu'à ce que tous les nôtres soient relâchés», a toutefois répliqué Noureddine Toudji. Ce dernier, les traits tirés, épuisé par de longues nuits sans sommeil, se rappelle du fameux coup de téléphone de son frère reçu mardi soir. «Azzedine m'a appelé mardi soir, il m'a clairement annoncé qu'il avait été libéré par les pirates et qu'il se trouvait à bord d'un hélicoptère pour une destination inconnue. Il m'avait promis de me rappeler le lendemain pour me donner plus d'informations.

Cette nouvelle a mis en émoi toute la famille. Nous étions préoccupés surtout par son état de santé», confie Noureddine Toudji, précisant que les membres de la famille avaient passé une nuit blanche. «Le mercredi matin, quand il nous a rappelés, il semblait se porter bien, il riait même. Notre mère était enfin rassurée», explique, soulagé, notre interlocuteur. Il confiera, cependant, avoir un moment de frayeur quand il n'a pas eu de réponse après avoir lui-même appelé son frère à l'hôpital aux environs de 21 heures ce mercredi soir. «Il faut savoir que nous étions sur des charbons ardents, mais lui-même a rappelé ce matin», dit, en souriant, notre interlocuteur. Ce dernier a précisé que son frère avait été relâché en compagnie d'un marin ukrainien parce qu'il avait souffert d'un malaise cardiaque. «Depuis, nous sommes rassurés sur son état de santé. Il a été hospitalisé à l'hôpital de Djibouti et il va bien, je lui ai parlé ce matin même.

En plus des soins médicaux, il a reçu la visite d'un psychologue. Il sera à Alger dans les prochains jours, d'après ce qu'on nous a dit et il sortira aujourd'hui peut-être de l'hôpital», annonce Noureddine Toudji. Selon ce dernier, c'est un agent de l'affréteur jordanien Leadarrow qui s'occupera des formalités. Le marin libéré selon son frère a aussi assuré que les autres membres de l'équipage du vraquier se portaient bien. Il tiendra, cependant, à parler de son frère, de sa carrière dans la navigation de 33 ans. «C'était aussi un artiste, il occupait son temps libre durant les longues traversées en mer à confectionner des maquettes des navires sur lesquels il se trouvait. Sauf celui du *Blida* !» se rappelle Noureddine Toudji. L'enfant de Dellys a, en fait, passé la plupart de son temps au cours des trois dernières décennies en mer. Un lien hors du commun unit par ailleurs les familles des 17 marins du navire *Blida* retenus en otages en somalie. Elles se sont vues régulièrement au cours des dix derniers mois, ont partagé angoisse, solidarité, détermination et parfois désespoir. Mais jamais elles n'ont baissé les bras ni renoncé à la mobilisation «non-stop» pour réclamer la libération de leurs proches. «Nous sommes désormais une seule famille», tiennent-elles à préciser.

**F.-Z. B.**

## PROJET DE LOI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS LES ASSEMBLÉES

# L'APN dénature le texte de Bouteflika

***Le projet de loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues a été débattu, jeudi, à l'APN. Le texte élaboré par le pouvoir exécutif a été revu par la commission juridique de l'Assemblée.***

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** -L'Assemblée populaire nationale est sur le point de dénaturer le projet de loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues. Le texte, élaboré par le pouvoir exécutif, est issu de l'article 31 bis de la Constitution de 2008. Il stipule que chaque liste de candidats doit comporter une proportion de femmes qui ne peut être inférieure au tiers (1/3) du nombre total des candidats de la liste, qu'elle soit indépendante ou sous l'étiquette d'un parti politique, présentée aux élections de l'APN, APW et APC des communes. Mais les membres de la Commission des affaires juridiques ont finalement décidé de revoir à la baisse le taux de représentativité dans les listes en introduisant un amendement au projet de loi. L'objectif étant de le faire passer de 30 à 20%. Une situation qui a provoqué une vive polémique lors des débats. Pour nombre de députés, l'amendement de cette disposition est à mettre sur le compte d'élus du Front de libération nationale, tendance Belkhadem. Et c'est en termes à peine voilés que Boutouiga Benhlima, élu RND de Tiaret, s'est attaqué à ses «alliés» du FLN.

«En 2008, nous avons adopté l'ensemble des dispositions introduites par le président de la République dans la Constitution. La question de l'élargissement de la représentativité des femmes en politique était clairement inscrite dans l'article 31 bis. Nous l'avons tous accepté. Alors pourquoi certains parmi cette Assemblée tournent-ils autour du pot ?», s'est-il interrogé. Mais au-delà de cette question de représentativité au sein de l'Assemblée, c'est le principe même du quota qui a été critiqué par les partis politiques. C'est notamment le cas du Parti des travailleurs (PT) et du Front national algérien (FNA) qui s'opposent totalement à ce concept. Selon Ramdane Taâzibt, élu du PT et vice-président de l'Assemblée, la participation de la femme en politique doit, avant tout, être une question d'engagement personnel.

Lors de leur intervention, des députées ont relevé que cette loi est une «bonne avancée» mais qu'elle s'avère insuffisante. Pour elles, le gouvernement doit donner l'exemple en nommant plus de femmes à des postes-clés dans les structures de l'Etat. Notons que les débats reprendront demain, dimanche, et seront suivis de la réponse du ministre de la Justice, garde des Sceaux.

**T. H.**

## IL A REMIS DES DOCUMENTS INÉDITS AUX ARCHIVES NATIONALES

# Les révélations de Ali Haroun

***La circonscription assurait 80 % du budget de fonctionnement du GPRA et ses militants ont réussi à convaincre le monde de la justesse de la guerre de Libération nationale. A Paris, les médias français n'ont pu occulter l'imposante manifestation du 17 octobre 1961. Papon l'avait réprimée dans le sang et ses «calots bleus» n'avaient épargné ni les journalistes de International Herald Tribune ni le Latino qui fut sacré, 30 ans après, prix Nobel de la littérature, Gabriel Garcia Marquez.***

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** Les participants, hier, au forum du journal *El Moudjahid* ont revisité, à travers des documents inédits, une partie de l'histoire de la fameuse Wilaya VII. Des rapports et des témoignages écrits de militants de l'«Organisation» que Ali Haroun, ancien dirigeant de la Fédération de France du FLN, devrait remettre aux Archives nationales. Les chercheurs pourraient bientôt consulter une version numérique de ces documents. Ali Haroun les a présentés justement après l'achèvement de leur numérisation, confiée à Media Marketing. Au forum d'*El Moudjahid*, il s'est inscrit dans logique commémorative, celle d'un évènement souvent occulté : le 17 octobre 1961, et il n'a commenté que les documents liés à cet évènement. Plusieurs événements avaient, néanmoins, mené les immigrés algériens établis en France à manifester le 17 octobre 1961 selon Ali Haroun : les manifestations de décembre 1960 à Alger, le putsch manqué des généraux français, l'opposition affichée par le gouvernement Debré contre le président De Gaulle au sujet de l'Algérie, la naissance de l'OAS… A ce moment-là, l'immigration algérienne structurée autour de la Fédération du FLN en France assurait 80 % du budget de fonctionnement du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et, donc, son indépendance vis-à-vis des autres pays. L'enjeu pour le gouvernement français était de lui couper le nerf de la guerre. Il fallait coûte que coûte détruire la Fédération.

C'est ainsi que Maurice Papon, ancien préfet IGAME de l'Est algérien (Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire) fut affecté à la Préfecture de police de Paris. Le tortionnaire avait créé une police spéciale composée de harkis qui lui étaient fidèles, une police auxiliaire que les moudjahidine de France nommaient «les calots bleus» car les harkis ne portaient pas de képis comme les autres policiers.

C'était la section la plus féroce dans la chasse dirigée contre les immigrés algériens prolongeant le combat sur le territoire français. Papon a instruit d'embarquer tous Algériens circulant à deux et plus. Aussi, un couvre-feu a été imposé aux Algériens à partir de 20 h 30. Les familles algériennes subissaient toutes sortes d'intimidations dans les bidonvilles où vivaient la plupart d'entre-elles. Plus grave encore, et bien avant le 17 octobre 1961, Papon et ses harkis ont commencé à noyer les militants algériens dans la Seine et plusieurs militants ont été portés disparus dont on ne sait rien, à ce jour, sur leur sort. Les Algériens ont alors décidé de braver le couvre-feu et marcher en «30 000 à la fois», selon l'expression utilisée par Ali Haroun, une action décidée plutôt par la base et encadrée par la Fédération du FLN. Ils se sont donné rendez-vous place de l'Etoile à Paris pour se regrouper et marcher sur les rues de Bonne Nouvelle, Saint-Germain, Saint-Michel… A Paris, la presse française n'a pu occulter ni la manifestation ni la répression comme ce fut le cas le 11 décembre 1960. Le monde devait entendre «A bas le couvre-feu, libérez Ben Bella, Vive l'Algérie indépendante»… C'était une manifestation pacifique et les immigrés algériens ayant répondu à l'appel se faisaient systématiquement fouiller par les militants de Fédération avant de sortir. Pas question de porter des armes ou quoi que ce soit qui pouvait entacher le caractère pacifique de la manifestation. Mais, c'était sans compter avec Papon, ses tueurs de «calots bleus» et ses CRS appelés cyniquement «comités d'accueil». Toute tête au teint basané fut tabassée, y compris le célèbre romancier latino-américain Gabriel Garcia Marquez, bastonné avant d'être arrêté par la police et conduit au commissariat. Bilan : 200 morts et 11 500 arrestations lors du premier jour de la manifestation, 1 100 femmes et 500 enfants le lendemain, selon les statistiques établies par le Comité fédéral. Les organisateurs s'attendaient à ce qu'il y ait beaucoup d'interpellations le premier jour et que les femmes et enfants manifesteraient le lendemain pour réclamer leur libération. La manifestation n'a pas eu de répercussions immédiates, selon Ali Haroun, mais, elle fut pour beaucoup dans le changement du regard que portait le monde sur notre cause nationale.

**L. H.**